

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE

CABINET DU MINISTRE

DECISION MINISTERIELLE N°540/95/²⁷⁰⁰...../2021 DU ^{16/7}...../2021 PORTANT OCTROI DU VISA STATISTIQUE AU PROTOCOLE DU RECENSEMENT NATIONAL GEO-REFERENCE ET DIGITALISE DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE L'ETAT

LE MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la loi n°1/19 du 17 mai 2014 portant ratification par la République du Burundi de la Charte Africaine de la Statistique ;

Vu la loi n°1/27 du 29 décembre 2017 portant révision du code pénal ;

Vu la loi n°1/012 du 30 mai 2019 portant Code de l'Offre des Soins et Services de Santé ;

Vu la loi n°1/08 du 20 mai 2021 portant modification de la loi n°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du système statistique au Burundi ;

Vu le décret n°100/59 du 18 mars 2008 portant réorganisation de l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi ;

Vu le décret n°100/261 du 31 octobre 2013 portant institution du visa statistique et de l'avis d'éthique pour les enquêtes statistiques et recherches biomédicales et comportementales au Burundi ;

Vu le décret n°100/227 du 08 octobre 2014 portant cadre national d'assurance qualité des données (CNAQD) au Burundi ;

Vu le décret n°100/085 du 25 juillet 2018 portant cadre national de collecte, de diffusion, d'accès, d'archivage et de sécurisation des données et des micro-données ;

Vu le décret n°100/094 du 25 juin 2019 portant nomination des membres du Comité National d'Ethique pour la protection des êtres humains sujets de la recherche biomédicale et comportementale ;

Vu le décret n°100/007 du 28 juin 2020 portant révision du décret 100/037 du 19 avril 2018 portant structure, fonctionnement et missions du Gouvernement de la République du Burundi ;

Vu le décret n°100/008 du 28 juin 2020 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n°100/069 du 24 septembre 2020 portant missions, organisation et fonctionnement du Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique ;

Vu le décret n°100/110 du 30 novembre 2020 portant institution de l'usage systématique des nomenclatures utilisées dans le système statistique national du Burundi

Vu l'ordonnance ministérielle n° 540/1643 du 25 novembre 2013 portant modalités d'obtention du visa statistique pour les enquêtes statistiques au Burundi ;

Vu l'ordonnance ministérielle n° 214/1225/2016 du 27 juin 2016 portant mise en place des procédures de suivi de la qualité de la production des statistiques officielles au Burundi ;

Vu l'ordonnance ministérielle n° 540/206/2021 du 1^{er} mars 2021 portant modification de l'ordonnance n° 540.1/079 du 25 janvier 2021 portant mise en place des procédures de suivi de de l'usage systématique des nomenclatures utilisées dans le système statistique national du Burundi ;

Vu la lettre de demande de visa statistique pour réaliser le recensement national géo-référencé et digitalisé du patrimoine immobilier de l'Etat, introduite, le 21 juin 2021, par Monsieur NDAYISHIMIYE Nicolas, Directeur Général de l'ISTEEBU, et les amendements apportés au protocole de l'enquête après observations du CTIS ;

Vu que ce recensement n'a pas besoin d'un avis d'éthique établi par le Comité National d'Éthique de la protection des Etres humains participant à la recherche biomédicale et comportementale ;

Vu les avis d'opportunité N° 020AO/2021/CTIS et de conformité N° 020AC/2021/CTIS établis, le 14 juillet 2021, par le Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) ;

DECIDE :

Article 1 : Il est accordé **un Visa Statistique N° VS2021020CNIS** au « Protocole du recensement national géo-référencé et digitalisé du patrimoine immobilier de l'Etat ».

Article 2 : Ce numéro doit figurer sur tous les questionnaires physiques du recensement.

Article 3 : Tout changement de la méthodologie du protocole du recensement est soumis à une autre demande de visa statistique.

Article 4 : Au terme du recensement, le commanditaire doit réserver une copie du rapport définitif et de la base de données au secrétariat du CTIS logé à l'Institut de Statistiques et d'Études Economiques du Burundi (ISTEEBU) pour appréciation de la qualité des données et quitus avant leur diffusion.

Article 5 : Le présent Visa Statistique concerne ce recensement et est valable jusqu'au 13 juillet 2022, à compter de la date de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 16 / 7 / 2021.

**LE MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET
DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE,**



Dr Domitien NDIHOKUBWAYO. -